

La rentrée 2020 : une mascarade qui cache un cruel manque de moyens

Cette rentrée 2020 est particulièrement difficile pour certaines familles, comme pour les enfants et l'ensemble des personnels concernés : enseignant·e·s, AESH (accompagnant·e·s d'élèves handicapé·e·s), animatrices et animateurs, agent·e·s de restauration, agent·e·s d'entretien, ATSEM (en école maternelle), assistant·e·s d'éducation, concierges...

En effet, la rentrée ne s'est pas bien passée. Malgré les nombreux protocoles sanitaires inapplicables et contradictoires voire incohérents, les groupes d'enfants sont toujours aussi surchargés, le manque de remplaçant·e·s est encore plus criant, le nettoyage est insuffisant faute de temps et de personnel et la classe à la maison est un leurre. Il existe bel et bien un fossé entre les annonces médiatiques d'un protocole sanitaire longtemps vanté comme étant « le plus strict » d'Europe et sa mise en œuvre sur le terrain.

Les personnels doivent donc faire face à une surcharge de travail qui s'additionne avec une gestion comptable et verticale, une formation continue gravement insuffisante, un recrutement loin d'être à la hauteur des besoins, une précarisation grandissante...

À savoir :

- le salaire moyen des AESH, animateurs et animatrices est d'environ 700 euros par mois ;
- les agent·e·s d'entretien et de restauration de la fonction publique territoriale, les animatrices et animateurs travaillent sur une grande amplitude horaire (par exemple, quelques un·e·s doivent venir travailler pour quelques heures le matin puis quelques heures le midi et le soir).

Notre métier ne doit pas être un risque pour notre santé.

Alors que nous sommes très engagé·e·s dans nos missions avec les enfants, nos conditions de travail et le manque de personnel nous freinent, y compris dans nos projets pédagogiques. C'est inacceptable !

Nous revendiquons :

- **un recrutement massif dans l'éducation scolaire et populaire, notamment pour diminuer la taille des groupes d'enfants ;**
- **le remplacement du personnel dès le premier jour d'absence ;**
- **l'agrandissement et la construction d'écoles et de centres de loisirs ainsi que la mise en conformité de ceux qui existent avec les impératifs sanitaires**
- **la fin des contrats précaires et de la gestion par la flexibilité ;**
- **une protection sociale de qualité (ainsi que la suppression des jours de carence et la reconnaissance du Covid comme maladie professionnelle) pour tous les personnels ;**
- **des salaires dignes.**

C'est ensemble : familles et professionnel·les, travaillant dans les écoles, que nous pouvons et devons obtenir que les moyens pour l'éducation, comme pour la santé, soient à la hauteur des enjeux. C'est urgent ! Signez massivement ce texte-pétition et nous vous proposerons un rendez vous prochainement : <http://chng.it/BW4MgdqWjV>

